

HUMEUR

LISBOÈTES

Ainsi donc, d'obscurs services des ministères des Affaires étrangères et de l'Éducation nationale ont préparé un arrêté «relatif à la terminologie des noms d'États et de capitales» (*Journal Officiel* du 25 janvier 1994) contresigné par les ministres Alain Juppé et François Bayrou, qui décide qu'en français — au moins dans le vocabulaire de tous les services de l'État — les habitants de Lisbonne ne seront plus des *lisboètes*, comme ils l'étaient depuis plusieurs décennies (si ce n'est plus) — ni même le rare mais existant *lisbonnais* — mais des *lisbonnins* et *lisbonnines*.

En rire ou en pleurer ? Sans doute ni l'un ni l'autre.

Certes, *lisboète* était absent de la plupart des dictionnaires, on se demande pourquoi du reste, puisqu'une règle d'usage veut qu'un mot repéré une cinquantaine de fois dans la presse ou tout autre support écrit est susceptible d'être inséré dans le *corpus* de notre langue. Mais cette absence n'est nullement une justification à la réforme proposée. Bien d'autres mots et concepts, et non des moindres, qui sont apparus des centaines de fois à l'écrit, sont également absents : cherchez, par exemple *ethnicité*, vous ne trouverez pas ! Nos dictionnaires jacobins reconnaissent bien l'*ethnie* en soi, mais pas le phénomène politique ou culturel qu'elle peut produire. La *nation*, elle, a bien sûr le droit de produire la *nationalité* ou le *nationalisme*, et l'archaïque *tribu*, le méchant *tribalisme*. Il est vrai que dans ce dernier cas, puisque le sens en est dévalorisé, il n'est plus dangereux.

Revenons sur les bords du Tage. En France, la moindre réformette orthographique provoque des émeutes, à l'inverse du monde luso-brésilien où l'on note une réforme tous les vingt ans. Loin de moi, donc, l'idée de refuser *a priori*

toute modification. On en a parfois bien besoin. On a notamment besoin de mots étrangers quand l'histoire de notre langue n'a pas produit les concepts nécessaires. Un *sandwich* n'est pas un casse-croûte, un *hamburger* est heureusement intraduisible en français et l'excellent *whisky* n'est pas de chez nous. Nous avons en revanche fort bien acclimaté les *bistros* et leurs *ersatz* — sauf les (né)fast food —, et il est vrai qu'une simple fin de semaine n'est pas exactement la même chose qu'un *week-end* qui indique non seulement un moment mais une activité.

Il en faudrait même d'autres, des emprunts, et point forcément venus de l'anglais. Comment par exemple exprimer en français le portugais *partidário*, ce qui relève d'un parti (les dirigeants d'un parti, etc.), qui ne veut pas dire la même chose que partisan ? Me voici partisan de l'inexistant *partidaire* et du consécutif *partidarisme*.

Empruntons donc. Regrettons cependant que le français soit bien plus complexé que le portugais. Le portugais emprunte sans vergogne ! Mais portugalise rapidement : on joue au *futebol*, on mange des *sandwiches* et on boit des *uisques* quand on ne va pas à des *mitins* écouter les *lidars* ; on peut pratiquer le *campismo* pendant les vacances, etc. Nous, non. On anglicise inutilement et tellement — *listing*, *booking*, *commuter*, *controller*, etc. — qu'on ne sait même plus que *fax* est français (fac-similé), ou que l'on fait de faux anglicismes (*jogging*). Heureusement, la recherche en informatique était suffisamment avancée en France au début des années cinquante pour que nous ayons pu depuis les temps héroïques travailler sur des *ordinateurs*, sinon il est probable que nous travaillerions sur des *computers*. Les Portugais étaient en retard sur ce plan, mais eux au moins travaillent sur des *computadores*.

Et que font les Portugais pour les noms de lieu ? Eh ! bien, ils traduisent dès que l'usage est suffisant : *Nova Iorque*, *Estocolmo*, *Estrasburgo*, *Bordeús*, *Marselha*, *Bona*, *Bruxelas* et *Londres*. Nous aussi souvent du reste, mais alors pourquoi faire disparaître les traductions qui existaient quand il s'agit de pays anglophones — ledit arrêté supprime Nouvelle-Delhi pour réintroduire *New-Delhi* — et les maintenir quand il s'agit de pays lusophones — *Bissao*, *Macao* sont maintenus — ou francophones — Alger ne devient pas *El Djezaïr* et les Libanais des *Loubnani* ? On s'incline devant le plus fort, mais on s'impose encore face au plus faible ? Le comble du ridicule est atteint avec l'Irak. En français, la lettre *q* n'apparaît jamais seule, sauf dans la transcription, et non traduction, en lettres latines des mots arabes. L'Irak vivait ainsi sa vie tranquille chez nous, pendant que l'*Iraque* avait son ambassade à Lisbonne. Tout ça c'est fini : maintenant ce sera l'*Iraq*, c'est-à-dire la traduction anglaise d'un pays arabe ! Politiquement, je comprends : depuis la guerre du Golfe (du *Gulf* ?), l'hégémonie américaine n'avait jamais été si forte dans la région. Mais l'exception culturelle, alors ? On recherche désespérément la logique. L'arrêté est bourré d'incohérences et d'illogismes, comme le souligne d'ailleurs J.-P. Péroncel-Hugoz dans *Le Monde* du 22 février, et tombe au moment même où un autre ministre, M. Toubon, de la Culture et de la Francophonie, présente son projet de loi pour la défense du français !

Le secret de l'histoire doit être bêtement bureaucratique : les Affaires étrangères ont dû envoyer des circulaires dans les Ambassades, où le 14^e secrétaire, en poste depuis trois semaines dans le pays, a été chargé de remplir le fastidieux formulaire sur les usages terminologiques. On a compilé tout ça sans vérifier à Paris, et voilà. Notre quatorzième secrétaire ignorant de la langue de Camões savait quand même que Lisbonne était la traduction de *Lisboa* (ou plutôt du moyen-portugais *Lisbona*...) mais non que lisboète était la traduction de *lisboeta* et il a bêtement créé un dérivé de Lisbonne en lisbonnin !

Alors d'accord, mais à une condition : qu'en français désormais les habitants de Londres ne soient plus les londoniens mais les *londriens*.

25 février 1994

M.C.